Le Conseil constitutionnel valide la loi d'urgence agricole

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
August 2026

La quasi-totalitÃ© de la loi d'urgence agricole a Ã©tÃ© validÃ©e le 14 aoÃ»t par le Conseil constitutionnel, y compris les volets controversÃ©s sur la rÃ©introduction dÃ©rogatoire de pesticides interdits et sur la gestion de l'eau.

Les Sages estiment que les dÃ©rogations concernant la rÃ©introduction temporaire des pesticides interdits - l'acÃ©tamipride pour la filiÃ¨re noisette et le flupyradifurone pour les pommes, les cerises et les betteraves sucriÃ¨res - relÃ¨vent de "l'intÃ©rÃªt gÃ©nÃ©ral". Cette validation est seulement assortie de deux rÃ©serves concernant la zone gÃ©ographique oÃ¹ la dÃ©rogation est accordÃ©e et le dÃ©lai de deux mois donnÃ© Ã l'autoritÃ© sanitaire (ANSES) pour statuer.

Concernant l'eau, c'est une validation quasi sans rÃ©serve. La totalitÃ© des mesures visant Ã faciliter la construction d'ouvrages de stockage pour l'agriculture et Ã doubler les volumes stockÃ©s d'ici 2035 a Ã©tÃ© validÃ©e. Une seule rÃ©serve Ã©tÃ© Ã©mise afin qu'un ouvrage de stockage ne puisse Ãªtre considÃ©rÃ© comme une zone humide (!) Le Conseil a toutefois censurÃ©, car sans rapport avec le texte initial, plusieurs articles dont celui qui devait permettre au gouvernement de suspendre la redevance pour pollutions diffuses en cas de crise Ã©conomique pour l'agriculture.

Conseil constitutionnel